

Questions orales

oui, les gens comprennent un non, mais ce qu'ils ne comprennent pas, c'est l'abstention.

Des voix: Bravo!

Mme Copps: Sur une question aussi fondamentale que l'avenir du pays, le représentant du premier ministre s'abstient de se prononcer. Les gens ont le droit de savoir pourquoi le premier ministre a demandé à son représentant à la Commission Bélanger-Campeau de s'abstenir de voter. Pourquoi ne pas avoir démontré plus de leadership pour le Canada?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas accusé mon amie de faire de la politacaillerie. Je lui ai rappelé tout simplement que la semaine dernière elle nous a demandé de dépolitiser cette question, alors qu'en commençant avec cette question aujourd'hui à la Chambre, ses questions étaient péjoratives à l'égard d'un membre du parti gouvernemental. Je lui ai donné des explications étanches et limpides, à savoir pourquoi M. Hogue, qui a voté contre la souveraineté, qui a participé à tous les votes, s'est abstenu du vote en question pour des raisons tout à fait légitimes. Et lorsque la députée m'accuse de vouloir tergiverser, je subis les contrecoups aujourd'hui dans certaines régions du Canada pour avoir eu le courage de me tenir debout lors du débat sur l'Accord du lac Meech. Ce ne fut pas facile.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Et je savais à ce moment-là, monsieur le Président, que ce serait effectivement difficile et que les propositions constitutionnelles que nous avançons n'étaient pas nécessairement populaires avec tout le monde, mais que ça représentait un avantage très net et formidable pour un Canada uni. D'ailleurs, c'est une opinion qui a été partagée par mon honorable amie, la députée de Hamilton-Est ainsi que le député de LaSalle-Émard selon un article du *Toronto Star* du 4 juin—et c'est important, monsieur le Président—qui se lisait ainsi:

[Traduction]

M. Martin et M^{me} Copps ont fait les déclarations suivantes. Le 4 juin, M. Martin a dit: «Pour l'amour de Dieu, Jean, vous voulez devenir premier ministre du Canada, mais vous ne nous donnez aucune indication sur la direction dans laquelle vous vous dirigez». . .

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je crois que nous devrions poursuivre. Le député de LaSalle-Émard.

M. Paul Martin (LaSalle-Émard): Monsieur le Président, c'est au premier ministre que je m'adresse.

Quand le premier ministre va-t-il cesser de nous lire de vieilles coupures de journaux jaunies et décider enfin de diriger le pays?

[Français]

Monsieur le Président, le Rapport Allaire et les discussions à la Commission Bélanger-Campeau ont fait un amer constat d'échec de la gestion économique de ce gouvernement. Venez faire un tour à Montréal. Il y a 30 p. 100 de sans-emploi dans l'est; 50 p. 100 de pauvreté dans le sud-ouest. La politique économique de ce gouvernement est un handicap majeur pour ceux d'entre nous qui veulent sauver le pays. Ma question est la suivante: Dans cette période de crise nationale, comment le premier ministre peut-il penser que sa minable performance va inciter les Canadiens à relever les défis requis, va inciter les Canadiens à demeurer ensemble?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, le ministre des Finances a fait part de progrès quand même importants dans le domaine économique et cela a été reconnu par une baisse importante d'au-delà de 4 points dans les taux d'intérêt depuis le mois d'avril l'an dernier. Mais mon ami dit ceci:

[Traduction]

«Quand allez-vous enfin prendre l'initiative de préserver l'unité nationale?» Mais l'homme dont je viens de rapporter les propos, c'est précisément celui qui vient de m'adresser des reproches et qui disait à celui qui était destiné à devenir son chef: «Jean, pour l'amour du ciel, si vous voulez devenir premier ministre du Canada, vous devez nous dire où vous allez.» M^{me} Copps, pour sa part, lui disait: «Jean, vous n'avez pas compris le Québec et vous pariez dangereusement sur l'avenir du Canada. On ne risque guère de découvrir l'avenir quand on se tourne avec obstination vers le passé.»

Des voix: Bravo!

M. Paul Martin (LaSalle-Émard): Au lieu de cela, monsieur le Président, j'aurais dû dire: «Brian, pour l'amour du ciel, pensez un peu au Canada.»

Des voix: Bravo!

M. Martin: L'agitation au Québec constitue un vote de censure à l'égard de la façon dont le gouvernement s'occupe de l'économie et du Canada. Les taux d'intérêt établis par John Crow, la valeur du dollar fixée par les